

# AVANTAGE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE  
SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION  
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11<sup>e</sup>) - Tél. : CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris  
ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. - 6 MOIS : 200 FR.

## Les grands partis ouvriers n'ont pas été convaincus L'UNITÉ D'ACTION DOIT LES SUBMERGER

EN un autre temps, la démission imposée à Bouthey, le préfet sanglant devenu ministre de la IV<sup>e</sup> République, aurait entraîné la chute de tout le gouvernement. Aujourd'hui c'est un simple incident dans la vie du cabinet Mayer, sous lequel les juges giflent les prisonniers.

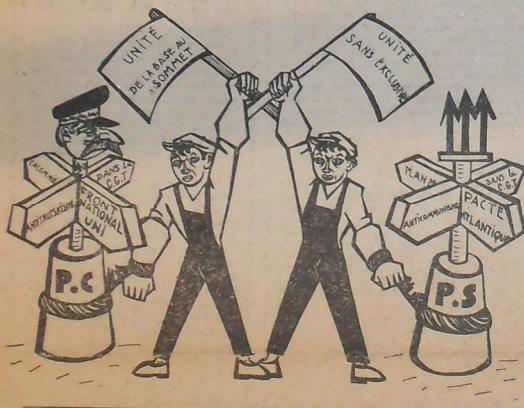
Comment en serait-il autrement alors que le sectarisme accru des grands partis ouvriers fixe dans l'immobilité la classe ouvrière divisée ?

Nous savons comment, la semaine passée, le S.E.R.P. (Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne, autonome) était parvenu à des accords d'unité d'action avec l'U.S.-C.G.T., passant outre au refus embarrassé de la C.G.T.-P.O.

Tant qu'à la C.G.T. on put arguer contre la ligne Lecœur d'arguments plus solides que la reconstruction de l'unité ouvrière (raisonnablement la difficulté exemplaire pour la Préfecture de Police d'interdire une manifestation organisée en commun par le S.E.R.P. et la C.G.T.) les conditions du Front (Suite page 3.)

Michel LEQUENNE.

### CONCEPTIONS ET SITUATION DE L'UNITÉ



## EN EUROPE COMME EN ASIE Eisenhower précise ses plans de guerre

MALGRÉ l'extrême complexité apparente de la situation internationale, un fait s'affirme: il n'y a pas, fondamentalement, de politique de rechange pour les bourgeoisies d'Europe; avec des modalités diverses, la seule politique possible pour elles demeure la collaboration avec l'impérialisme américain.

La soif de dollars commande la politique de Churchill, comme celle d'Adenauer et de René Mayer. Seuls, les moyens envisagés pour s'en assurer la plus large part - aux dépens du voisin naturellement - diffèrent.

Foster Dulles a donné 2 mois et demi à la France pour ratifier les accords de Bonn et de Paris; sinon, pas de dollars; et si oui, pas beaucoup de dollars en tout cas. L'entrée de l'Allemagne de Bonn à l'O.T.A.N., avec les mêmes droits que les autres membres de la coalition atlantique, est préparée ouvertement. « L'internationalisation » de la guerre d'Indochine, c'est-à-dire une aide américaine accrue et la remilitarisation éventuelle des troupes de Tchang Kai Chek, internées au Vietnam, risque d'entraîner l'impérialisme français dans un conflit ouvert avec la Chine Populaire. Elle l'obligera en tout cas à englober un nombre de milliards toujours plus élevé dans la « sate guerre » et à y envoyer les troupes du continent, pour suppléer à la forte rapide des effectifs, au corps expéditionnaire.

Le gouvernement Mayer ne songe pourtant pas à opposer la moindre

résistance aux plans américains. Il se préoccupe que d'obtenir la ratification du traité avec l'armée européenne par l'Assemblée Nationale. Outre toutes les ressources d'une stratégie parlementaire dans laquelle le rapporteur du Pacte Atlantique est passé maître, René Mayer compte, pour parvenir à ses fins, sur l'aggravation même de la situation économique et financière. Devant la banqueroute menaçante, le chantage aux dollars deviendra irrésistible pour

G. BLOCH.

(Suite page 3.)

## L'EXÉCUTION DES ROSENBERG Premier acte d'Eisenhower

DANS sa course aux profits, l'impérialisme mondial a entassé des montagnes de cadavres. Dans son effort désespéré pour maintenir ses privilèges contre la révolution mondiale, il prépare de nouveaux massacres gigantesques.

Si l'indignation croissante de l'opinion publique mondiale ne parvient pas à les arracher à la chaise électrique, pas plus qu'il n'a arraché Sacco et Vanzetti à leurs bourreaux, l'assassinat d'Édith et Julius Rosenberg ne sera qu'un maillon dans la chaîne infamie des crimes de la bourgeoisie.

À la prison de Sing-Sing, les détenus écoutent la T.S.F. - l'Amérique n'est-elle pas à l'avant-garde du progrès ? - et c'est par un bulletin d'information, les deux programmes de musique légère, que les Rosenberg ont appris la date prévue pour leur exécution. Ainsi l'exige le sadisme de la puritaine bourgeoisie américaine. « Faites les frêre ! » hurle la presse fasciste de l'American Legion, Eisenhower obéit, puis va tout au goût, qu'on projette pas le procès de Prague et de Moscou. Les crimes de Staline n'existent pas ceux d'Eisenhower; ils se renforcent mutuellement. Mais les Rosenberg ne mourront pas en vain; si leur assassinat affermit la volonté révolutionnaire des masses d'attaquer un régime qui ne se survit qu'en accumulant les crimes.

## L'autocritique-critique d'André MARTY

Le texte que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs est inédit, sauf pour certains passages divulgués par Paris-Presse (1) du 5 février. Il s'agit de trois lettres adressées par André Marty aux organismes dirigeants du P.C.F. en août, novembre et décembre depuis quelques jours parmi les militants du P.C.F., en dépit du terrorisme bureaucratique pratiqué par Lecœur-Marcou contre la base du Parti.

On y voit André Marty faire son « autocritique » sur les accusations à caractère disciplinaire lancées contre lui: ententes fractionnelles avec Tilton, en particulier. Mais c'est pour mieux porter la discussion sur le terrain politique. Là, sans autre semblant qu'au bout de sa pensée, reculant parfois devant certaines idées « maudites », l'ex-secrétaire du Komintern et du P.C.F. fait une critique décisive de la politique du P.C. durant ces dix dernières années, sous l'angle: a) de ses managements aux principes de l'internationalisme prolétarien; b) de son rôle de frère à l'action des masses.

- I. - L'internationalisme prolétarien
  - sur la question allemande; il a eu une position internationaliste, exempte de chauvinisme antiloche, et même pendant la guerre « la différence des autres dirigeants du P.C.F. ». Dans le passage qui suit il se réclame à juste titre de Pierre Timbaud et des mots de Châteaubriant (communistes français et trotskistes, rattachés), ainsi que de la lutte menée par le P.C. en 1923 contre l'occupation de la Ruhr. Il se réclame aussi, beaucoup moins justement, des accords de Potsdam.
  - sur la question coloniale; il dénonce la position chauvine « du P.C.F. sur la question du Viet-Nam jusqu'en 1947, et sur la question de l'Afrique du Nord à l'époque de la Libération.
  - sur la question de l'I.R.S.S.; il proclame sa fidélité à la défense de l'Union soviétique contre toute agression impérialiste, mais souligne, contre la direction, que cette défense ne peut reposer que sur l'action du prolétariat en France; « l'action de masse de la classe ouvrière en France ».
- II. - L'action de masse de la classe ouvrière en France.
  - Elle a été trahie par le Parti, en particulier à la Libération. Pourtant, dit-il, il ne réussit pas de prendre le pouvoir, car « les conditions étaient loin d'être remplies ». Les conditions non remplies? L'une au moins, décisive, ne l'était pas (précision importante): une politique de classe du P.C.F. « S'il s'agit de cette concession, André Marty contre-attaque à collaboration mais, quelle peut-être, mais basée sur l'activité révolutionnaire des masses. Position centriste, contradictoire, qui permet cependant à André Marty de montrer l'immensité de la tâche dirigée contre le P.C.F. a été traitée entière dirigée contre cette activité des masses: contre l'émancipation des peuples d'Afrique du Nord, contre ses propres mots d'ordre comme l'expatriation des traités, etc. A l'opposé, il ébauche une politique qui se serait basée sur le développement démocratique des Comités de Libération et l'acte de donner au programme minimum du Comité National de la Résistance un sens révolutionnaire-transitoire. Mais l'activité des Comités de Libération après la Libération était-elle com-

patible avec la participation ministérielle des dirigeants communistes? Pouvait-on baser le gouvernement bourgeois sur des organismes exerçant en fait un pouvoir prolétarien? André Marty évite de se prononcer sur ces questions.

Attaqué sur la question du Front unique, le contre-attaquant et se prononce pour les Comités d'Unité d'Action démocratiques, s'appuyant comme l'a fait lui-même notre Parti sur le remarquable exemple de la grève de 1951 des travailleurs de la R.A.T.F. Il oppose cette forme de direction présoviétique au manquement bureaucratique et autoritaire des syndicats, encore marqués dans l'ordre de grève illimitée du 4 juin dernier.

Il montre clairement les résultats: début du débordement du P.C. sur sa gauche d'abord (il cite les succès électoraux de notre Parti); affaiblissement de la classe ouvrière (de sa lutte contre la répression, de sa lutte revendicative, de son influence électorale).

Résultats qui traduisent la faillite de la direction « communiste », puisqu'au même moment, en l'absence d'un P.C. de masse, les travailleurs belges remportent des succès dans la lutte contre la guerre.

André Marty exige la réexamen critique de ce bilan, comme condition pour rendre confiance aux militants, aux travailleurs, pour préparer la contre-offensive ouvrière. Cette conclusion est aussi la nôtre. Elle confirme l'analyse donnée par notre Parti de la politique du P.C.F. depuis des années, de l'affaire Marty depuis septembre.

Aux démons hystériques de Lecœur-Marcou, André Marty réplique fièrement: « Communiste je suis, communiste je reste, jusqu'à la mort ! ». Pour tous les militants ouvriers de France, ce cri a aujourd'hui la valeur d'un mot d'ordre. Ce mot d'ordre peut galvaniser les énergies.

(1) Nous savons maintenant par les déclarations d'André Marty que ce ne peut être que la direction du P.C.F. qui ait fait parvenir ces documents à Paris-Presse.

Lire en page 2  
de larges extraits des  
Trois lettres d'André MARTY

## LE « COM PLOT » DE TADLA

P LUS la seconde fois en quelques jours, la justice française, en Afrique du Nord se trouve prise à son propre piège et, pour avoir voulu trop prouver, ouvre les yeux des plus aveugles. Les deux dirigeants de l'Algérie, condamnés à huis clos par les tribunaux d'Alger ont été acquittés, la preuve ayant été faite que les « aveux » qui avaient motivé leur condamnation leur avaient été extorqués, sous la torture. L'affaire a pourtant particulièrement attiré son lot. À la faveur des poursuites pour « complot anti-État », les files d'attente ont pu arriver des centaines de militants nationalistes du M.T.L.D. et obtenir de tribunaux complaisants des condamnations à des restants d'années de prison. Mais le rebondissement de l'affaire en France, a alerté l'opinion publique, sur les procédés d'une police que Bourdet avait pourtant qualifié de « restrepo algérien », et qui, à la vérité avait depuis bien longtemps dénoncé.

On retrouve aujourd'hui les mêmes procédés au Maroc — comme l'ont fait en Tunisie — dans le procès du 4 février du Tadj. La vérité avait depuis bien longtemps dénoncé. On retrouve aujourd'hui les mêmes procédés au Maroc — comme l'ont fait en Tunisie — dans le procès du 4 février du Tadj. La vérité avait depuis bien longtemps dénoncé.

Le moyen était simple. Il s'agissait de prouver que le berrger Abanassi, arrêté nuit 1952 lors quelques vols dans la région du Tadj avait agi sous les ordres de l'istigat et du Parti communiste marocain. Pour ce faire, on arrêta et interrogea d'istigat, un communiste marocain et quelques paysans du lieu. Soigneusement soumis à la question par la « sate » du commissaire français qui, « sous » autres quelques rivaux de village se souvenant d'avoir les avoir vu le complet, les autres des partis communiste et catholiques, la violence les conduisit à créer des déclarations, ils avouèrent et avouèrent bien sûr, des procès verbaux d'interrogatoire auxquels ils ne comprennent rien, pour la plupart. Mais au procès public, le

bel édifice s'effondra. « On sait du premier jour de l'existence de la justice, en attendant du Monde, il apparaît bien que ce superbe échafaudage a été monté si haut, que son équilibre se trouve dangereusement compromis ».

Sans même s'arrêter au débat juridique, sans rechercher si un Marocain peut être poursuivi pour « attente à la sûreté de l'Etat », sans même s'arrêter au débat juridique de siége prononcé « pour la durée des hostilités », il est évident que le complot n'est qu'un « complot », sans aucun lien avec l'administration pour trouver des justifications à ses crimes. Car tous les accusés ont apporté la preuve — la preuve physique — des sévices corporels qu'ils ont subi pendant les interrogatoires.

Comme à Tunis, à Alger, à Jijel, il se trouvera, à Casablanca, des jurés pour condamner, au nom de la sûreté de l'Etat, les soul-dit auteurs d'un complot imaginaire. Et pas un d'eux qui ne se posera sérieusement la question de savoir pourquoi un berrger d'un douar marocain du Tadj, à lui, après avoir pris le mot pour un crime de droit commun, livré sur des Français avec une telle obstination désespérée.

J. GRAVES.

L'abandon des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro la suite de l'étude de R. Gurtsev sur le V<sup>e</sup> Plan. Quant au national Chinois ainsi qu'étude de notre correspondant Roger Brunel sur la conférence de Rangoung des partis socialistes.

**Cercle LENINE**  
Vendredi 20 février, à 20 h. 30  
à la Mutualité - Salle M  
RANGOUN  
Socialistes Coloniaux  
contre  
Socialistes Occidentaux

## MARTY SE DÉFEND

LA VÉRITÉ se faisait l'écho, dans son dernier numéro, des inquiétudes ressenties par les meilleurs militants communistes face au silence de Marty. Marty a maintenant rompu le silence: un groupe de communistes de Toulouse publie les lettres qu'il écrit à ses accusateurs et que ceux-ci combattaient sans les faire connaître aux militants; un Comité de redressement communiste du 13<sup>e</sup> arrondissement, d'autre part, la déclaration de Marty devant la commission chargée de lever les immunités parlementaires des cinq députés communistes.

Ces deux documents, bien que manifestant une compréhension réelle de problèmes essentiels tels que le Front unique, restent empreints d'illusions dans la politique suivie par le P.C.F. et par Staline.

Mais nous sommes en mesure au moins que le vieux militant, la Mer Noire défend ses idées, son honneur de militant et n'est pas

### DAP FAVRE-BLEIBTRU

résigné à se laisser enterrer vivant sous les tombereaux de calomnies.

André Marty semble pourtant perdre de vue qu'il n'y a pas que son honneur de militant à défendre, ou plutôt que cette défense n'est qu'un aspect de la défense des militants communistes et du mouvement communiste organisé contre les fossyeurs au service du Kremlin.

Car, en dépit des fanfaronnades de Lecœur, la désorganisation grandit, les militants, les meilleurs, se découragent, les cellules de grandes entreprises se décomposent: l'avant-garde ouvrière subit une crise très grave qui risque de l'affaiblir profondément si aucune issue politique ne s'offre à elle.

Dans son rapport préparatoire à la conférence fédérale de la Seine, Raymond Guyot reconnaît, une série de faits alarmants: l'effacement du nombre d'adhérents; baisse de la vente de l'Humanité (34.000 à Paris et 141.000 pour toute la France); perte d'adhésions spécialement dans les secteurs ouvriers; disparition de cellules d'entreprises (par opposition aux cellules locales petites-bourgeoises où « la situation est meilleure ») etc., etc.

En réalité, R. Guyot ne donne qu'une information très incomplète sur la situation de la Fédération de la Seine. De nombreuses cellules ouvrières n'existent que sur le papier. L'abandon aux réunions atteint des proportions énormes, jusqu'à 90 % et 95 % dans certains cas. Le nombre de bons militants qui ne reprennent pas leur carte et s'en vont « dans la nature » est terriblement élevé, si élevé que le placement des cartes 1953 est organisé par la méthode du porte à porte!

L'une des raisons de ce malaise est manifestement la campagne contre André Marty. Il est d'ailleurs caractéristique que le placement des cartes a domicile s'accompagne de la demande d'une déclaration écrite d'accord avec les mesures d'exclusion contre Marty!

(Suite page 2.)

## Pas de liste trotskiste AU VIET-NAM

Aux dernières élections truquées qui viennent de se dérouler au Vietnam pour le plébiscite du gouvernement Nguyen Van Tam, nous avons appris qu'une liste de trotskistes a été élue à Saigon et dont le leader est un nommé Nguyen Dan Thang. Le P.C.I. pense qu'il est nécessaire d'apporter quelque clarification sur ce personnage. Sergent des troupes vietnamiennes amenées en France pour la guerre de 1939, celui-ci avait combattu l'armée française pendant un certain temps. Mais depuis 1947 il avait nettement tourné casaque et capitulé devant le ministère des Colonies.

Les travailleurs vietnamiens stationnés en France n'ont pas oublié les menées de Nguyen Dan Thang pour la suppression dans tous les camps du drapeau (fond rouge, étoile jaune) symbolisant la résistance vietnamienne, pour la répression de toute opposition et luit des soldats et travailleurs vietnamiens contre le colonialisme français et sa guerre au Vietnam.

Si sa liste a obtenu des voix à Saigon, c'est certainement à cause de la honteuse utilisation du nom glorieux de Ta Thu Thau, le grand leader trotskiste assassiné par les italiens, et de l'absence d'organisations trotskistes légales capable de le démentir et de le démasquer.

Les trotskistes doivent conséquemment rien à voir avec cet individu passé au camp des impérialistes.

(Communiqué.)



de tous les pays

VIET-NAM

En dehors de ses récentes initiatives, le Vietnam s'efforce actuellement de mener...

BOLIVIE

Les trotskistes conduisent la lutte des paysans pour la terre. Les paysans indiens de Bolivie se lassent de ne voir...

FINLANDE

Les leaders finlandais du Parti Républicain Populaire qui rassemblent les communistes et les socialistes de gauche...

PEROU

Le souffle de la révolution bolivienne. Un communiqué officiel du gouvernement péruvien annonce l'empressement...

SAO TOME

Dans cette île (colonie portugaise du golfe de Guinée, une royauté d'ouvriers agricoles vient d'écarter. Après un sauvage...

CLERMONT-FERAND

Permanence tous les samedis de 17 à 19 h., au Café National, place Gaillard. (Adressez la correspondance à cette adresse.)

NOUVELLES ETAPES VERS LE PROCES DE MOSCOU

L'ÉPURATION massive, révélée officiellement par le découverte du «complot de médecins», se développe maintenant suivant trois lignes distinctes:

1°) La répression du groupe des médecins: 2°) La dénonciation et l'arrestation de «nationalistes bourgeois»: 3°) L'épuration d'éléments de droit commun.

Dans les républiques non-russes de l'Union — pays baltes, Ukraine, Caucase et Asie centrale — sont découverts inopinément des «nationalistes bourgeois»...

Dans les comptes rendus sur la marche des institutions économiques politiques et sociales qui occupent près du tiers de la surface des journaux centraux tels que la «Pravda» ou les «Izvestia»...

Les «complots» remettent crûment en lumière la nature de la bureaucratie et les méthodes politiques auxquelles elle est condamnée.

Après les hymnes en l'honneur du «socialisme réalisé», entonnés au XIX<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe, la bureaucratie nous dévoile par la bouche de ses dirigeants des aspects de la société russe plus conformes à la réalité.

Les deux mis au point par la police d'Etat cachent mal une réalité encore moins avouable.

Lorsque le Guepécou accuse des spécialistes éminents, dont deux sont «Pravda», d'avoir, sans attirer l'attention pendant de longues années, augmenté leurs traitements astronomiques du prix de la fabrication et de l'entretien, elle révèle que...

Les coups que la bureaucratie porte à ses bous émissaires se retournent ainsi contre elle en dévoilant son visage pourri sous le masque du «socialisme réalisé».

Les accusations de nationalisme bourgeois lancées contre des dirigeants des républiques non-russes de l'Union, signifient en fait, que la solution du problème national apportée par la révolution d'octobre est de nouveau remise en question.

Le chauvinisme grand-russien est la seule riposte que la bureaucratie puisse opposer à la revendication de masses opprimées, réveillées et secouées par le souffle de la révolution asiatique.

réausratique à la même sens contré-révolutionnaire d'affermissement terroriste d'un centralisme qui ne peut plus trouver d'autre base que le plus monstrueux chauvinisme.

Pour justifier son régime policier subsistant à l'étape d'entrée dans le communisme, la bureaucratie doit lui donner des aliments: complot, espionnage, etc.

Enfin, chaque orientation politique nouvelle de la bureaucratie doit, pour ne pas paraître arbitraire, être présentée comme la ligne inévitable du légitime et des «erreurs» de la ligne précédente comme des sabotages d'agents de l'impérialisme parvenu au pouvoir.

Les complots fabriqués, les procès à aveux et les épurations, sont et resteront l'essentiel de la méthode politique du stalinisme qui ne peut autrement durer tout en oscillant du gauchisme éventuel à l'opportuniste capitulé.

Les complots fabriqués, les procès à aveux et les épurations, sont et resteront l'essentiel de la méthode politique du stalinisme.

Les plans de guerre se précisent

(Suite de la première page)

toutes les fractions de la bourgeoisie, et pour leurs représentants parlementaires. Seule l'action unie des travailleurs submergera le socialisme anti-unitaire des dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O., peut empêcher l'entrée en vigueur, sous une forme ou sous une autre, des accords impérialistes de Bonn et de Paris.

Le conflit anglo-américain extrême plus en plus d'acuité. En Extrême-Orient les plans américains de blocus de la Chine menacent les intérêts vitaux du commerce britannique et l'équilibre économique de pays contrôlés par l'Angleterre: la Malaisie et Ceylan.

Au Proche-Orient et en Méditerranée, l'Angleterre marque une série de points. Tandis que l'accord sur les pétroles d'Iran, favorable aux intérêts américains, voit sa signature retardée, l'accord anglo-égyptien sur «l'indépendance du Soudan» sauvegardé, grâce à la complicité de Néguib, les intérêts des puissances britanniques dans ce pays. La flotte anglaise se prépare à manœuvrer en Méditerranée, pour y renforcer en outre, face aux Américains, la position de Lord Mountbatten, commandant en chef en Méditerranée et chef de commandant du M.E.D.O. (Organisation de défense du Moyen-Orient) qui vise à placer sous commandement anglais non seulement les contingents australiens et néo-zélandais.

Le conflit anglo-américain extrême plus en plus d'acuité. En Extrême-Orient les plans américains de blocus de la Chine menacent les intérêts vitaux du commerce britannique et l'équilibre économique de pays contrôlés par l'Angleterre: la Malaisie et Ceylan.

Demandez les dernières publications de la S.P.E.L. Dix Thèses sur le stalinisme, adoptées par le VII<sup>e</sup> Congrès National du P.C.F. 60 fr. Léon Trotsky, Stalinsme et Bolchevisme 30 fr.

Qui ou non est-ce le gang Colonna qui a assassiné Fehrat Hached ?

L'enquête sur l'assassinat de Fehrat Hached n'est pas de celles qui remplissent pendant des mois les colonnes des quotidiens sérieux. Le silence est presque absolu. Et pourtant, l'accusation contre le Main Rouge se fait terriblement précise. Les hommes dont les noms ont été prononcés, les Colonna, Perussell, Casablanca, Natali, Pleranelli, Santoni, etc. n'approuvent aucun dessein de l'assassinat. Ils justifient, de prouver qu'ils sont innocents d'un crime. Les enquêteurs n'approuvent aucun besoin de laver les innocents d'une abominable accusation. Allons! il faut étaler le dossier au grand jour, ou il sera difficile d'interpréter le silence autrement que comme un acquiescement.

L'UNITÉ DOIT SUBMERGER

(Suite de la première page) Unique furent respectées et le P.C.F. lui-même avait maltré les déjections verbales d'un Amnatt.

Des que les bureaucrates du P.C.F. ne vivent plus leur intérêt direct, immédiat dans le Front Unique ébauché, la manifestation étant interdite, ils imposent aux dirigeants de la C.G.T. de se rallier à la ligne de l'isolement stalinien. La conception de l'unité des Mauvais-Biloux et Cie ne permet pas qu'une autre politique, que la politique de classe résistamment unitaire de la direction du S.E.R.P. s'affronte à la leur à la tribune du Vel d'Hiv. Encore moins peuvent-ils tolérer que le communisme réel, le trotskisme, se fasse entendre au moment où leur pseudo-communisme se lézarde du haut en bas.

Pourtant l'Humanité n'a pas osé justifier ce coup de poignard à l'unité d'action. Sous la plume de Guyot, on y parlait encore le 12 du Comité d'organisation dérivé depuis le début de la semaine. Cette duplicité révèle la contradiction profonde qui mine actuellement les organisations staliniennes. Les besoins de Staline se heurtent violemment aux aspirations des plus honnêtes travailleurs.

Le S.E.R.P. a montré de son côté que jouer franc jeu met plus sûrement au pied du mur les destructeurs de l'unité que les plus violentes dénégations préalables. Je ne suis pas sûr, au contraire le seul moyen d'ouvrir les chemins de l'unité et d'en fournir les moyens aux travailleurs qui les cherchent obstinément. P.C.F. comme S.F.I.O., C.G.T. comme F.O. se refusent à être convaincus. C'est donc à eux de submerger que l'unité se fera. Dans cette voie, des organisations comme le S.E.R.P. peuvent jouer un rôle décisif en s'obstinant dans leur difficile combat unitaire.

"L'Algérie-libre" suspendu

Siennatis qu'à nouveau «l'Algérie libre», organe du M.T.L.D., vient d'être suspendu pour trois mois, et son directeur Ahmed Mezerna, condamné à 420.000 francs d'amende pour la publication d'articles dénonçant des brutalités policières, et qui succéderait à l'entraîneur mort d'hommes, dont la «justice» colonialiste ne pouvait pourtant rien faire.

ENSEIGNEMENTS TROTSKISTES (IV) (OU YA PABLO ?) 1951

FORMULATION INCORRECTE

résolution du 9<sup>e</sup> Plénum du Comité Exécutif de la défense de l'U.R.S.S.

notre ligne stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale, comme par le passé, subordonnement des masses, contre toute tentative de révisionnisme et des directions stalinienne,

soit qu'une formulation incorrecte.

si nous ne restions là après avoir étudié le programme de l'Internationale, exposant, plus complètement de la division du monde en régime capitaliste considérée comme essence de la réalité

révisionniste. Il nous apparaît nécessaire d'insister sur le raisonnement jusqu'au bout et de nous en tenir à la ligne stratégique. Ces précisions subordonnement constante de la tactique à la ligne de l'opportuniste de tout poil, mais entre deux chaises. Il doit accorder la tactique mais avec l'analyse sociale (sans analyse)

idéales à l'analyse de la société donnée par les méthodes d'analyse, si nous refusons d'abandonner les fondements de notre Internationale, exposant, plus complètement de la division du monde en régime capitaliste considérée comme essence de la réalité

Trotsky ne constitue pas «la ligne stratégique» de la révolution mondiale.

l'impérialisme, comme la défense de tout ce qui est révolutionnaire, tâche qui se subordonne à la révolution mondiale, à la stratégie de mobilisation

plus que celle de la Yougoslavie, ou de quel-que leur lieu de ligne stratégique au Parti

entre le trotskisme et les variétés titistes ou

aucune ambiguë ne doit subsister. Les formulations de véritables erreurs de doctrine. ne se peut aujourd'hui se permettre le moindre

imprécision dans la définition de la défense de l'U.R.S.S. et de sa place dans notre stratégie. La défense de l'U.R.S.S. et de tous les Etats ouvriers constitue une tâche de la IV<sup>e</sup> Internationale, tâche qui en tant que telle et dans toutes ses applications tactiques, se subordonne entièrement à la stratégie de lutte pour la révolution mondiale, au libre développement des masses, etc.

PABLO CEDE DES POINTS A MARTINET

Une des expressions les plus achevées de cette idée que la défense de l'U.R.S.S. (ou du monde stalinien) doit être la ligne stratégique est donnée par Gilles Martinet. Ce Martinet est en fait le porte-parole de toute l'intelligentsia pro-stalinienne en France. Sa position fut justement caractérisée par le deuxième congrès mondial comme l'homologue stalinien du révisionnisme en France — achevée de ce révisionnisme — à été donnée par Bettelheim, Martinet

par FAVRE-BLEIBTREU

et Cie, dans la «Revue Internationale». Appliquant eux aussi les conceptions précitées à la situation mondiale actuelle, ils arrivent aux conclusions suivantes:

a) De par son manque d'homogénéité et de culture technique, la classe ouvrière passe fatalement après sa prise du pouvoir par une étape de différenciation et d'intégrité sociale. Le progrès historique est assuré par les couches privilégiées du prolétariat (la bureaucratie). L'Etat a comme fonction de défendre ses privilégiés;

b) A l'époque impérialiste décadente, le prolétariat cesse de se développer intellectuellement et numériquement, mais recule, voit sa force diminuer et sa structure sociale se pourrir. L'échec des révolutions prolétariennes «classiques» de 1918-23 est définitif. La stratégie léniniste de la révolution prolétarienne a fait son temps. Il ne reste à l'humanité, devant cette incapacité du prolétariat à remplir sa mission historique, que d'autres voies de progrès que tentative de «participer» à la fabrication des moyens de production par la bureaucratie soviétique sur une échelle plus en plus large et d'élaborer un nouveau programme minimum pour adoucir le caractère violent de ce processus.

Ces tendances révisionnistes achevées n'ont plus de place dans le mouve-

ment révolutionnaire. Certains de leurs traits apparaissent à la base des conceptions erronées sur la question de l'U.R.S.S., qui se sont manifestées dans nos propres rangs. Ce qui importe, c'est d'abord de déceler la logique interne de ce début de révisionnisme et de rendre ses partisans conscients de ses conséquences dangereuses sur le plan de l'ensemble du marxisme.

Jetant par dessus bord cette analyse. Pablo déclare dans «Où allons-nous?»

«La différence fondamentale (1) entre nous et certains néo-apologistes du stalinisme, genre Gilles Martinet en France, ne réside pas dans le fait qu'il y a effectivement des causes objectives imposant des formes de transition considérablement éloignées des normes esquissées par les classiques du marxisme avant que nous n'arrivions à la prise du pouvoir, mais dans le fait que ces néo-staliniens présentent la politique du stalinisme comme l'expression du marxisme conséquent, réaliste, qui consciemment, en toute connaissance de cause, poursuit un cours d'achèvement vers le socialisme en tenant compte des exigences de la situation.»

Notons d'abord que, contrairement à l'idée que Pablo développe plus loin, Martinet ne nie pas la bureaucratie soviétique, mais il la considère comme un mal nécessaire à qui incombe de facto la tâche de détruire l'impérialisme et qui sera dépassé historiquement par le développement des forces productives. Plus encore, il considère que le marxisme de Staline, de Martinet, est la seule voie de fait accompli, sa tendance à généraliser, à partir de la dégénérescence du premier Etat ouvrier, pour transformer un fait historique spécifique en nécessité historique générale, font de Martinet le théoricien le plus habile de la contre-révolution thermidorienne. A lui s'applique intégralement la définition donnée par Trotsky dans «Après Munich» 5: «Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin rend possible la régénération de la force militaire de l'U.R.S.S. Seule la liquidation de l'ex-Komintern ouvre la voie à l'Internationale révolutionnaire. La lutte contre la guerre, l'impérialisme et le fascisme impose une lutte contre le stalinisme couvert de crimes. Qui le défend directement ou indirectement, qui se fait sur ses trahisons ou exagère sa puissance militaire, qui cherche à retarder l'achèvement de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés. Plus tôt la clique du Kremlin sera renversée par l'offensive armée des ouvriers, plus grandes seront les chances de la régénération socialiste de l'U.R.S.S., plus proche et plus large sera la perspective de révolution internationale.»

Tel est le langage que nous attendions du secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'égard de cette aile de la petite bourgeoisie qui capitule devant le stalinisme et ses prétendues «victoires». Au lieu de cela nous devons absorber une délimitation ambiguë (une absence de délimitation) basée sur une mauvaise question à propos des mérites de Staline comme théoricien.

SUR LE FRONT OUVRIER

APRES LE 12 FEVRIER

Une leçon pour l'unité d'action

NOTE unitaire dans le concert de la division syndicale et politique... le comité d'organisation constitué par l'Union des Syndicats de la région parisienne (C.G.T.) et le Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne (Autonome)...

Le P.C.F., pour qui toute initiative unitaire démocratique représente un danger considérable, a manœuvré de telle façon que le comité d'organisation s'est trouvé rejeté dans l'ombre...

En conséquence, l'Humanité du 7 février publie en première page deux appels du P.C.F. et de la C.G.T. seule et annonce la tenue d'un meeting pour le 12 février...

L'objectif est réalisé : l'exemple et le rôle du comité d'organisation sont sacrifiés par les manœuvres sectaires des bureaucraties stalinistes.

Auguste Lecœur, orfèvre en la matière, et Raymond Guyot peuvent alors donner le ton de la journée du 12 : « Unité d'action à la base contre les dirigeants socialistes ouléts de l'impérialisme. »

Jamais la politique du Parti communiste n'est apparue aussi contraire aux intérêts de la classe ouvrière, et son caractère destructeur, lourd de conséquences dangereuses, a profondément réduit la portée de l'accord initial S.E.P.-C.G.T.

Il reste cependant que les travailleurs n'oublient pas qu'une action commune a réuni deux organisations syndicales différentes pour une manifestation limitée mais symbolique de la lutte courageuse du prolétariat.

La preuve est faite qu'une confrontation démocratique et sans exclusion de positions diverses se conclut tout naturellement par des motifs d'ordre vraiment unitaires.

Il apparaît enfin que les directives et la frénésie sectaires des dirigeants communistes n'ont pu empêcher la C.G.T. de faire un bout de chemin dans l'intérêt aux côtés d'un autre syndicat.

Certes, force est restée à la loi bureaucratique. Mais le sabotage stalinien n'aura pas été sans provoquer des réflexions amères parmi les travailleurs qui espéraient beaucoup de l'entente U.S. C.G.T.-S.E.P.

Ainsi, dans une certaine mesure la manœuvre du Parti communiste s'est retournée contre lui, et a mis à jour son opposition absolue à tout accord unitaire large, et, par conséquent, progressif.

Les unitaires trouveront dans cette tentative inachevée et partielle de reconstruction du Front Unique des raisons profondes de poursuivre leur combat qui, plus que jamais, s'identifie complètement avec des millions d'ouvriers.

Le mouvement des postiers, le comité Union Syndicale C.G.T.-Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne sont entrés de plein droit dans l'unité d'action. Il est vrai, mais postif, dans la voie de l'unité d'action totale de la base au sommet. La leçon sera retenue. L. FONTANEL.



CHEZ LES POSTIERS L'UNITE REGRESSE

DANS notre précédent numéro, nous avions examiné les conditions pouvant favoriser le renouveau du mouvement des P.T.T. pour la prime de fin d'année. Nous insistions sur le rôle qui incombe à la Fédération Autonome...

A l'appel des dirigeants de la Fédération Syndicaliste (Force Ouvrière) pour l'unité d'action entre les syndicats « libres », la Fédération Autonome a en effet répondu. Mais cette organisation, qui a toujours appuyé le mouvement de la grande majorité des Postiers, lui placée immédiatement devant l'ultimatum posé par une délégation de la direction F.O. :

« Nous allons avoir 4 milliards - disaient-ils en bref - alors vous, les Autonomes, vous allez faire d'une pierre deux coups : 1) vous gonflerez vos marges effectives ; 2) nous coulerons ensemble la Fédération Postale C.G.T. (1) »

Cependant les camarades Autonomes ne furent pas les aillettes de ce beau mirage et préférèrent, rester fidèles à leurs engagements.

Pourquoi cette attitude sectaire et stérile de certains dirigeants F.O. des P.T.T. ? Tout d'abord parce que le déclin du mouvement pour la

Prime permet aujourd'hui plus que jamais le rapprochement résolulement hostile - même cynique - de gens qui font du slogan « pas d'unité avec la C.G.T.K. » une propagande

Deviens Correspondant !

« La Vérité » est l'organe de défense des travailleurs. C'est le seul journal qui a défendu et défend en chaque circonstance une politique basée des seuls intérêts des travailleurs, une politique communiste.

Cela est vrai dans tous les domaines. Mais l'organe de défense des travailleurs « remplira d'autant mieux son rôle qu'il sera plus étroitement lié à la vie de tous les jours de la classe ouvrière. Il n'est nul fait qui puisse se faire en apparence qui n'intéresse « La Vérité » et ses lecteurs.

La seule source dont dispose « La Vérité » dans les usines, les bureaux, les entreprises se sont ses lecteurs, Camarade, tu peux beaucoup pour l'amélioration de « La Vérité ». Il te faut de lui communiquer ce qui se passe dans ton entreprise, Camarade, améliorer « La Vérité », devient son correspondant.

politique permanente. D'autre part, parce que les aspirations unitaires des masses sont parallèlement battues en brèche par la ligne de Lecœur et de ses partisans dans le P.C.F. et la C.G.T. qui dépeignent systématiquement F.O. sous les traits de la centrale-maison, de l'ennemi numéro un, de l'organisation qu'il faut détruire.

Comme nous l'écrivions dernièrement, les Postiers malgré leur volonté d'arracher quelque chose, malgré leurs actions et leurs démonstrations multiples, n'ont ni convaincu ni submergé les dirigeants qui se refusent à s'unir pour agir. Le déclin actuel avec lequel des responsables de la Fédération syndicaliste F.O. battent la liberté de la Fédération Autonome de traiter à son gré avec la C.G.T. illustre indéniablement ce fait.

Il reste que la nécessité de l'unité d'action est ressentie profondément par les Postiers.

Ce problème ne sera pas résolu si au sectarisme de Force Ouvrière répond un autre sectarisme.

Il ne sera pas résolu si les dix membres de la Fédération Syndicaliste des P.T.T. qui ont démissionné pour protester contre un scandale de corruption financière ne deviennent pas résolulement unitaires.

Pas non plus si les délégations de Postiers auprès du Parlement, qui iront appuyer le projet de loi sur la Prime déposé par le groupe communiste, ne sont pas menées sous l'angle du Front Unique entre tous les syndicats, de la base au sommet.

G. MOUGARD, Délégué au Comité Régional Parisien pour la prime.

12 février chez Renault

AUX jours anniversaires de février 24, nous avons pu jurer chez Renault le recul du mouvement ouvrier. Il y a eu un an de Bayonet interdisant le droit de grève, le 12 février 1952 les ouvriers répondaient à la décision arbitraire de Bayonet en débrayant, et en se battant dans la rue. Cette année, la commémoration de ces événements est passée quasiment inaperçue chez Renault, si ce n'est deux tracts diffusés par la C.G.T. et trois meetings dans l'usine.

Le plus important était celui de la Place Nationale : Eugène Henaff y prit la parole. Ce meeting regroupait quatre à cinq cents travailleurs. Lenoir, de la C.E.T.C., est venu expliquer que si son organisation n'avait pas jugé bon de participer à ce meeting, il se faisait un devoir d'y prendre la parole pour dire que l'unité de la classe ouvrière seule pouvait nous mener à la victoire. Mais, comme Henaff, il est resté dans des généralités sans faire aucune proposition pour la réalisation d'un tel objectif.

Henaff dans son discours fut aussi, très minutieusement, à l'absolue fait aucune proposition pour que l'unité d'action se réalise effectivement et rapidement.

Nous ne le répèrerons jamais assez quand une organisation prétend réaliser l'unité d'action autour d'elle-même, et en réalité en elle-même, cela ne peut avoir comme seul résultat que de provoquer la confusion la plus complète dans l'esprit des travailleurs. La politique de boutique à l'usage de la base ne peut au contraire qu'apporter de nouvelles armes au gouvernement pour mener jusqu'au bout ses menées répressives.

CORRESPONDANT.

COMMUNIQUÉ

L'Association de la Seine de la Fédération Nationale des Jeunes Ouvriers de Jeunesse organisée sa fête régionale annuelle au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor (Métro : Maubert) le VENDREDI 22 MARS 1953. Places : 150 fr. Billes et renseignements : 20, rue Saint-Georges, Paris (9e) et l'entrée.

Une lettre de S. JUST à la C.G.T.

La TRIBUNE LIBRE de la R.A.T.P. a publié une lettre ouverte du camarade S. Just expliquant les raisons de sa demande de réintégration à la C.G.T. Nous reproduisons cette lettre.

LETTRE AUX ADHERENTS ET DIRIGEANTS DE LA C.G.T.

Camarades, Le 7-12-51, je demandai ma réintégration à la C.G.T.; nous voici le 14-1-53 et, sauf « par des bruits de couloirs », je n'ai aucune nouvelle de ma demande de réintégration. Ceci m'oblige à poser la question et à expliquer pourquoi j'ai demandé ma réintégration.

La situation du mouvement ouvrier, des syndicats, quels qu'ils soient, de la C.G.T. en particulier, est critique. Non seulement les patrons - en ce qui concerne R.A.T.P. - l'Etat-protection - refusent toutes les revendications ouvrières, mais il s'apprête à réduire encore nos conditions de vie, nos avantages acquis.

La réforme de nos régimes de maladie et de retraite se prépare dans l'ombre; des compressions de personnel sont en préparation. Ce ne sont là que quelques exemples.

De plus, les droits syndicaux les plus chers continuent à se développer des panneaux syndicaux sont ouvertement hécoués. Des militants syndicaux sont jetés en prison, prétexte, si les choses continuent à se développer ainsi, à la destruction pure et simple des organisations ouvrières.

Or, tout cela se passe sans réaction efficace de la classe ouvrière ou plus exactement parce qu'il n'y a pas de réaction efficace de la classe ouvrière.

A cette situation, il faut mettre un terme, et le plus rapidement possible. Naturellement, il ne faut pas compter sur un miracle, sur je ne sais quel coup de zigzag magique.

Tout le problème est celui d'une orientation qui rende confiance aux travailleurs dans leur propre force, dans la possibilité de l'UNITE D'ACTION sur des bases réellement possibles. Naturellement, il ne faut pas compter sur un miracle, sur je ne sais quel coup de zigzag magique.

Tout le problème est celui d'une orientation qui rende confiance aux travailleurs dans leur propre force, dans la possibilité de l'UNITE D'ACTION sur des bases réellement possibles. Naturellement, il ne faut pas compter sur un miracle, sur je ne sais quel coup de zigzag magique.

Ma réintégration contribuerait à démontrer que la démocratie ouvrière existait à la C.G.T., elle est dans le respect et l'animer à l'échelle de la classe ouvrière tout entière. Ce qui permettrait de dégager par la libre confrontation sur quelles bases doit se reconstituer le front de classe des ouvriers face à l'offensive bourgeoise.

S. JUST, (atelier de Vaugrard.)

GIFLE AUX OUVRIERS

SE croyant sans doute dans une offensive de la classe ouvrière, dans le bureau des questions de rue des Saussaies, le juge Roval a frappé Paul Laurent, secrétaire de la Fédération de la Seine de l'U.C.A.F.

Ce geste donne la mesure d'une situation. La suite du « juge » Roval est celle du régime contre la classe ouvrière.

La répression de la bourgeoisie française en la capacité, elle frappe l'opposition avec la ferocité que lui donne l'instinct d'être une classe irrémédiablement condamnée.

Tout est en fait dans une mesure ne se dressera pas face à la répression, les ministères de la bourgeoisie feront feu de tous bois.

En Tunisie pratiquement abandonnés par le mouvement ouvrier français, l'assassinat de Ferhat Hadj, qui faisait partie de un des meilleurs dirigeants de l'U.C.A.F. a servi en même temps à empêcher le mouvement ouvrier de constater qu'ils étaient les instigateurs de l'attentat.

Habib Bougrine, arrêté antérieurement, est à l'heure actuelle à la suite communiste et ses compagnons, Ghali à Messali Hadj, directeur du M.T.L.D., il continue à se morfondre à Nory.

Si le P.C.F. veut réellement arrêter la répression gouvernementale, il doit arrêter sans ruse ni manœuvre, l'unité d'action de la base au sommet. Le Parti communiste français ne peut pas arracher seul la libération d'Alain Le Lay, le M.T.L.D. et le Neo-elstout, isolés malheureusement, rejetés dans l'illettrage sont pas que leurs forces, malheureusement, ne peuvent pas arracher la libération de ces camarades.

Le sectarisme ne paie pas. Les exclusions dénoncent le mouvement ouvrier. Les cris d'indignation ne changeront rien si ce n'est qu'on se précipite sur ses victimes à la bourgeoisie en lui offrant la capitulation du Front national.

J. BEVAERE

Le Gérant : FONTANEL Imp. Spéc. de « LA VERITE » s.o. - G.D. 3 F. D. - P. 10

Trois lettres d'André MARTY

(Suite de la deuxième page) priser l'action de masse pour la Paix (Lecœur à la Mutualité), d'analyser à fond les erreurs commises alors et dont les conséquences se ressentent dans la lenteur actuelle à développer une action de masse, entre autres pour défendre le Secrétaire Général de la C.G.T. (Le Léap) menacé du tribunal militaire ?

Et pourtant, l'étude de tous les grands mouvements de 1952 apporterait beaucoup.

Cela permettrait de trouver pourquoi Pinay a passé sans mal « le rendez-vous de septembre sur les salaires » et comment il tient la classe ouvrière par l'accentuation du chômage, conséquence de sa politique de marschallisation et de guerre, vouté par le grand patronat.

Pourquoi, à la date du 23 octobre, le Bureau Politique n'a-t-il pas encore étudié et tiré la leçon des grands mouvements des travailleurs belges depuis 1949 (contre le retour du roi traître, contre les deux ans avec succès partiel, contre la libération des faveurs fascistes avec le succès partiel, obligent le Ministre de la Justice à démissionner) ?

Pourquoi ces mouvements ont-ils une telle ampleur en Belgique, avec cependant un Parti communiste relativement faible ? Et pourquoi sommes-nous en retrait, en France, en face de ces grands mouvements de masse ?

Voilà quelques questions brûlantes et capitales à étudier. Les militants, tous les travailleurs de France en seraient passionnés

et enthousiasmés, et prendraient confiance en leur force devant les menaces grandissantes de guerre, le développement de la réaction sociale, politique, répressive, en violation même des libertés syndicales et démocratiques, etc...

Puis André Marty décrit la campagne d'extermination menée contre lui, son boycott dès le 5 septembre, les falsifications et les calomnies, la mise en pilon de ses livres et brochures, les mensonges personnelles contre lui. Il décrit et il explique.

Jamais un militant, même de ceux qui de 1923 à 1934 firent eux, du travail fractionnel, n'a été traité, calomnié avec une telle haine.

Tout cela pour me pousser à un geste public contre le parti, moi-même, le Parti Communiste Français, la part de la classe ouvrière. Et qui concentre en lui tous ses espoirs actuels et futurs. Ce geste, je ne le ferai pas.

Jacques Duclos m'a posé à deux reprises au Bureau Politique cette question infâme : « Pour qui travailles-tu ? ». Réponse : « Pour ce que je crois être l'intérêt de la classe ouvrière, inséparable des intérêts du peuple et de la France. »

Comme je l'ai dit le 26 mai, je défendrai jusqu'au bout mon honneur de militant.

Communiste je suis, communiste je reste jusqu'à la mort. Et si je puis vivre assez longtemps encore, je le prouverai. André MARTY.

LA METHODE D'ACCUSATION

André MARTY (2 décembre 1952) AU COMITE CENTRAL

Chers Camarades, A la réunion d'information de la Mutualité sous la présidence de Jacques Duclos, le camarade Lecœur a déclaré que « André Marty et Charles Tillon étaient des corps étrangers à la direction communiste ». Cette déclaration a été rendue publique. Or, la direction, c'est le Comité Central. Ainsi, avant toute décision de sa part, le Secrétariat m'a exclu du Comité Central.

Il répond cependant, par sa lettre, aux dernières en date des accusations portées contre lui par l'appareil du P.C. Il exige la communication au Parti de ses documents personnels. Il réplique de manière singulière aux accusations répandues à l'époque, qui représentaient la campagne du « policier Marty » ; l'histoire du « suspect » qu'il aurait visité en Algérie il y a 10 ans, celle des deux Égyptiens parents d'un traître » qu'il aurait vengés dans son bureau, etc. Il parle aussi d'un allié inattendu de ses calomnieux : les Juifs.

Il faut constater que Paris-Press (entre autres) a écrit dans son numéro du 2 décembre, que le 1er décembre à 13 heures, André Marty est sorti en train de chez lui pour aller acheter une auto et aller chez son frère. C'est un mensonge provocateur. Pourquoi ce journal de basse provocation a-t-il écrit ce mensonge, appuyant ainsi la campagne menée dans le parti et dans l'humanité sinon pour tenter encore de me discréditer ?

Il balaye enfin les accusations portées par Jean Jérôme, ancien responsable des envois d'armes à

l'Espagne républicaine. Mais, il accuse à son tour, il dénonce le sabotage organisé des envois d'armes à l'Espagne :

« Depuis les caïques d'infanterie français percés de rouille et sans coiffe jusqu'aux tanks Renault 1917 incapables de faire cent mètres et qu'il faut enterrer. »

Contre ses calomnieux, il conclut en demandant un débat politique sur les questions soulevées, et achève :

Le Comité Central constatera qu'en dépit de la violence de cette campagne, des calomnies diffusées et aggravées à l'intérieur du parti, il n'a pas été possible pour nous de donner des armes aux ennemis du parti. Et cependant, les trois dernières semaines de novembre ont été pour moi un événement.

C'est pourquoi je demande au Comité Central : 1° Que le parti soit informé de ce que j'ai écrit, ne fût-ce que de ma note du 2 novembre, de celle du 24 août, et naturellement de celle-ci ; 2° Que le parti établisse dans tous mes droits de membre du parti dont je suis privé depuis le 4 septembre 1952, afin de participer à la grande action du parti contre le gouvernement de misère, de réaction et de guerre.

Confiant en la décision du Comité Central, Avec mes salutations communistes, André MARTY.

La brochure comporte des documents annexes : en premier lieu les résolutions consacrant l'exclusion de solidarité et d'action que lui ont fait parvenir des militants du P.C.F.